



**PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 17/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TRAITEMENT DE SURFACE CLERMONTOIS**

22, rue des Sauzes  
63170 Aubière

Références : [20240717-RAP-63-0730-Inspection](#)  
Code AIOT : 0016300113

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2024 dans l'établissement TRAITEMENT DE SURFACE CLERMONTOIS implanté 22, rue des Sauzes 63170 Aubière. L'inspection a été annoncée le 31/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite avait pour objet de constater les suites données à l'inspection précédente et de contrôler certaines prescriptions vis-à-vis du risque incendie. Un point a été fait concernant la mise en sécurité de la partie sud du bâtiment incendié en 2017.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRAITEMENT DE SURFACE CLERMONTOIS
- 22, rue des Sauzes 63170 Aubière
- Code AIOT : 0016300113
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Depuis juillet 2017, la société TSC a repris l'entreprise REC, victime d'un incendie le 20 janvier 2017. L'activité principale de l'entreprise est le traitement de surface de pièces métalliques à façon. L'arrêté préfectoral du 18/09/2014 a été modifié par l'arrêté préfectoral du 17 mai 2023, lequel a notamment revu les exigences sur la surveillance des rejets aqueux suite aux campagnes de recherches de substances dangereuses dans l'eau.

Les activités sont concentrées sur la partie saine du bâtiment dans l'attente de la réhabilitation de la partie sud qui a brûlé. L'exploitant indique que cette réhabilitation est notamment suspendue à la prise en charge par les assurances suite au sinistre, dont la procédure de dédommagement est toujours en cours.

La société TSC bénéficie d'un plan de redressement depuis le 28/11/2019 sur 8 ans. Le bon niveau d'activité actuel lui permet de rembourser les échéances de son plan. TSC est locataire du bâtiment dont le propriétaire est la SCI des Rosiers.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Suites données à la précédente inspection
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La société TSC a réalisé les investissements suivants:

- commande d'un nouveau chariot élévateur (fonctionnant au gaz),
- installation d'une nouvelle fluorescence X pour le contrôle qualité,
- installation d'une armoire dédiée pour le stockage des produits de laboratoire,
- rénovation des vestiaires et de la salle du personnel.

L'exploitant a quasiment terminé les évacuations de déchets qui restaient en attente suite à l'incendie de 2017. Il a renseigné Trackdéchets en juin 2024 et il reste un cubitainer contenant du chrome qui sera pris en charge par CHIMIREC prochainement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
4	Contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 21/11/2008, article 9.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	12 mois
5	Installations électriques – mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	Demande d'action corrective	3 mois
7	Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Demande d'action corrective	3 mois
9	Confinement des eaux incendie –	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	dimensionnement				
10	Mise en sécurité de la partie Sud du bâtiment incendié en 2017	AP Complémentaire du 17/05/2017, article 12	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Sans objet
8	Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
11	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé aux actions correctives suite à l'inspection précédente relative aux stockages de produits chimiques, notamment le local produits intérieur est complètement rénové et conforme à la réglementation. Il doit encore séparer physiquement la rétention associée au stockage de Javel à l'extérieur de celle des autres produits acides.

Suite à l'incendie de 2017, le niveau d'activité a été réduit mais aujourd'hui, l'exploitant doit se remettre en conformité en programmant les contrôles réglementaires sur les installations

électriques et les rejets atmosphériques.

De plus, compte tenu de la dégradation importante de la partie sud du bâtiment incendié et des risques associés pour l'environnement et les personnes, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de finaliser sa mise en sécurité, en procédant à l'évacuation des équipements restants (bacs et fûts vides, divers déchets métalliques, câbles, gaines, etc...) et de la structure qui menace de s'effondrer.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacités de rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 03/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li></ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]</p>
<b>Constats :</b> <p>Les travaux sur la rétention du local de produits chimiques, situé à l'étage sont terminés : une résine étanche a été appliquée sur l'ensemble et la capacité de rétention est conforme au regard des produits liquides stockés.</p> <p>Le local était propre le jour de la visite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Entretien de la rétention des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 03/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p>
<b>Constats :</b> <p>Comme indiqué au constat n°1, la rétention du local intérieur est aujourd'hui conforme. S'agissant des rétentions situées à l'extérieur au niveau de l'aire de déchargement des produits, l'exploitant a recouvert les bouches d'eaux pluviales situées à proximité. Toutefois, certains rebords sont cassés et ne permettent pas de garantir l'absence d'écoulement accidentel de produit vers ces bouches d'eaux pluviales.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant réparera les rebords en béton qui se sont cassés au niveau de certaines bouches d'eaux pluviales pour éviter tout risque de contamination du réseau d'eaux pluviales en cas d'épandage de produits.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produits incompatibles et réservoirs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/06/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le local produits situé à l'étage dispose bien d'une fermeture, il était fermé le jour de la visite. Un panneau d'affichage est présent sur sa porte indiquant les risques liés aux produits stockés. La séparation physique des rétentions entre les acides et les bases est effective. Un panneau précise les différents stockages acides et bases.</p> <p>Le produit potassium cyanide (solide) est séparé des autres produits. L'exploitant indique qu'il va bientôt supprimer l'Alodine (qui contient du chrome VI).</p> <p>Dans le « local acide » à l'extérieur les acides nitrique, sulfurique, chlorhydrique et phosphorique partagent la même rétention que la Javel, ce qui n'est pas conforme aux règles de stockage des produits incompatibles.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit séparer physiquement, la rétention de l'eau de Javel et celle associée aux produits acides dans le local de stockage extérieur.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Contrôle des rejets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2008, article 9.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance des émissions atmosphériques</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/07/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Paramètres :</p>

Acidité totale exprimée en H HF Cr total Cr VI CN- Alcalins, exprimés en OH Fréquence Annuelle
<b>Constats :</b>  Sur les 4 chaînes de traitement de surface en fonctionnement, l'exploitant dispose d'aspirations opérationnelles sur les chaînes 100 et 400. Des améliorations vont être apportées sur la chaîne 100 pour raccorder des conduits. Le travail reste à conduire sur les chaînes 200 et 300. L'exploitant n'a pas réalisé de contrôle de ses rejets atmosphériques récemment.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>L'exploitant doit finaliser la remise en état des aspirations sur les chaînes 100, 200 et 300 sous un délai de 6 mois puis procéder à une campagne d'analyse des rejets atmosphériques sous 1 an.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

#### N° 5 : Installations électriques – mises à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
<b>Constats :</b>  Le dernier contrôle des installations électriques date de 2017. L'exploitant indique néanmoins que la dernière vérification des armoires électriques n'a pas montré d'anomalie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>Procéder à un contrôle de l'ensemble des installations électriques du site en fonctionnement et prioriser, le cas échéant les actions correctives à engager en fonction de la nature du risque identifié.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 6 : Installations électriques – chauffage des bains**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art -6 - I Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
<b>Constats :</b>  Les bains chauffés sont équipés de thermo plongeurs, lesquels sont asservis à l'arrêt d'alimentation électrique du bain. Le jour de la visite, l'inspection a souhaité tester le fonctionnement de cet asservissement sur la chaîne 200. Sur un bac d'eau chaude, l'exploitant a modifié manuellement la commande de température du bain, le thermo plongeur a été plongé dans le bain et l'alimentation électrique a été immédiatement stoppée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra s'assurer du bon fonctionnement de l'asservissement de l'arrêt de chauffage des bains sur toutes les chaînes de traitement. Délai 2 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Moyens de lutte incendie – moyens**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Article 7.5.3 de l'AP: L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : Un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou poteaux d'incendie ; des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles, ainsi qu'à l'extérieur des locaux, à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ; un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage, un système interne d'alerte d'incendie, un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Plusieurs extincteurs sont présents uniquement à l'intérieur (atelier, bureau).  Une consigne de sécurité en cas de départ de feu est affichée dans le vestiaire. Elle précise qu'en cas de coupure d'alimentation électrique, un appel automatique est effectué sur le portable de M. PIGNON.  Le site ne dispose pas de réserve de sable et de neutralisant. Deux poteaux incendie sont situés de part et d'autre du bâtiment (et avaient été utilisés lors de l'incendie en 2017).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant s'équipera d'une réserve de sable et de neutralisant adapté à la nature des produits et des bûches en place.  Il doit fiabiliser son système interne d'alerte incendie, en renforçant la détection dans l'atelier, le local produits et dans les vestiaires, et en mettant à jour la procédure d'alerte.  Il mettra à jour son plan des locaux figurant l'ensemble des risques liés aux activités ainsi que les moyens de prévention et de détection disponibles sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Moyens de lutte incendie – entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier contrôle des extincteurs date du 22/03/24 et a conduit à en remplacer trois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre</p>

<p>dispositif équivalent.</p> <p>En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup> par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.</p> <p>+ article 7.5.71 de l'AP: L'installation comportant des stockages de substances très toxiques, définies par l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé, ou préparations très toxiques, définies par l'arrêté du 9 novembre 2004 susvisé, ou toxiques est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé, en l'absence d'éléments justificatifs, à une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m<sup>3</sup> par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p> <p>L'exploitant fera parvenir à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas <b>1 an</b> à compter de la date de notification du présent arrêté une étude montrant les dispositions à mettre en œuvre pour réaliser ce confinement ou pour définir les dispositions alternatives réglementairement acceptables et précisant l'échéancier de réalisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Différentes rétentions sont présentes sous les chaînes de traitement de surface en service, toutefois il n'a pas été possible le jour de la visite d'établir précisément le volume de rétention disponible.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Justifier du dimensionnement de la capacité de rétention des eaux incendie avec la quantité réelle de produits présents sur les chaînes. Le cas échéant, proposer des mesures pour s'assurer du respect des 5 m3/ tonne de produits très toxiques.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

**N° 10 : Mise en sécurité de la partie Sud du bâtiment incendié en 2017**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/05/2017, article 12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'accès à la partie sud du bâtiment incendié et de son sous-sol est strictement limité aux activités de maintenance sur les équipements présents dans ces lieux (station de traitement des effluents, systèmes d'aspiration, chauffage). Une signalétique adaptée signale les risques liés à l'état du bâtiment, jusqu'à sa complète mise en sécurité.</p>

L'exploitant doit finaliser la mise en sécurité de la partie sud du bâtiment incendié dans un délai maximal de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté. Pour cela, il transmettra son plan d'actions dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. La mise en sécurité comprend a minima :

- la dépose et l'évacuation des équipements : anciens bacs de traitement, fûts plastiques, poutres métalliques, caillebotis,
- la dépose des réseaux : tuyauteries, plomberie, câbles et armoires électriques, gaines d'aspiration,
- l'évacuation des déchets de structure (gravats, ferrailles) qui sont tombés sur le sol,
- la sécurisation de la structure (murs, ossature) et de la toiture afin d'éviter des chutes de matériaux,
- la sécurisation des éventuelles fosses,
- le nettoyage des sols.

L'exploitant informera l'inspection de l'avancement de ces opérations.

#### **Constats :**

Le jour de la visite, la mise en sécurité de la partie sud du bâtiment incendié n'a toujours pas été finalisée alors que l'échéance de l'arrêté préfectoral est dépassée depuis le 17 mai 2024. L'état général du bâtiment s'est dégradé depuis la précédente inspection de mars 2023 : des éléments de toiture sont tombés et une partie du mur du fond s'est écroulée.

L'exploitant a exposé les différentes actions menées en justice auprès de son ancien courtier (la société GENERALI qui lui avait recommandé l'assureur MILLENIUM lequel a fait faillite) pour récupérer des fonds. En parallèle, l'exploitant a déposé une plainte vis à vis du propriétaire du bâtiment (la société SOLIDIMO), pour récupérer cette propriété aux termes d'un prêt en réméré qu'il avait honoré. Ces dossiers sont actuellement au niveau de la cour de cassation. Bien que TSC ait alerté le propriétaire sur les risques présentés par l'état de dégradation très avancé du bâtiment, il n'a pas obtenu de réponse.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit finaliser rapidement la mise en sécurité de la partie sud du bâtiment incendié en retirant l'ensemble des équipements restants et la structure qui s'est fortement dégradée. Au regard des risques encourus et du non respect de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/05/2023, une mise en demeure est proposée sur ce point.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

#### **N° 11 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

**Constats :**

Les 3 campagnes de recherche des PFAS dans les rejets aqueux du site ont été effectuées en mars, avril et mai 2024. Les résultats d'analyses des deux premières campagnes ont bien été saisis sous GIDAF et n'ont pas montré la présence de PFAS. L'exploitant est en attente des résultats de la dernière campagne.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Déclarer sous GIDAF les résultats de la troisième campagne d'analyses des PFAS dès réception.**

**Type de suites proposées :** Sans suite